

## **SUD ÉDUCATION GARD-LOZÈRE DÉNONCE L'ABANDON DES ÉCOLES ET ÉTABLISSEMENTS D'ÉDUCATION PRIORITAIRE À NÎMES**

Depuis le 19 novembre, les représentant-e-s des personnels enseignants du collège Condorcet dans le quartier Pissevin de Nîmes ont alerté la direction de l'établissement, puis les pouvoirs publics et enfin la presse sur une situation qui inquiète l'ensemble de la communauté éducative : une maison abandonnée jouxtant le collège est depuis plus d'une décennie un squat source de dangers (caillassage, départ de feu) et des élèves ont été mis en joue par un homme armé sur leur chemin vers l'école.

Jeudi 3 décembre, Médiapart a remis en lumière dans son article « A Nîmes, une école prise en étau entre misère et trafic » le quotidien de l'école élémentaire Georges-Bruguier dont les personnels et les élèves subissent le « climat de guerre urbaine qui secoue le quartier du Chemin-Bas d'Avignon : intrusions, balles perdues, tirs nourris d'armes de guerre... », au point que l'école a dû être déplacée à la mi-juin vers un centre de loisirs. La violence reste omniprésente et rien n'est fait : le lendemain de la parution, une nouvelle intrusion s'est produite, traumatisant enfants et personnels qui ont fait valoir dès lundi 7 décembre leur droit de retrait.

Ce même jour, des parents d'élèves de l'école élémentaire Jean-Moulin, également au Chemin Bas d'Avignon, ont manifesté pour le droit à l'éducation de leurs enfants. En effet, depuis le début de l'année scolaire, les deux classes de CE2-CM1 de cette école REP+ se retrouvent régulièrement sans enseignant-e, faute de remplaçant-e.

La situation de ces établissements est révélatrice de la façon dont l'État a abandonné les quartiers populaires et les réseaux d'éducation prioritaire. Les élèves ont le droit à la sécurité et à l'éducation : ils doivent pouvoir vivre au quotidien dans un univers sans violence et se rendre à l'école sereinement, sans risquer d'être menacé-e-s sur le chemin ou effrayé-e-s au sein de leur établissement.

**Pour que l'éducation prioritaire ne soit pas une formule creuse, SUD éducation Gard-Lozère revendique des moyens immédiatement :**

- des recrutements de personnels enseignants, de CPE, d'AED, d'AESH pour baisser le nombre d'élèves par classe et améliorer leur accompagnement dans les réseaux d'éducation prioritaire**
- des recrutements de personnels médico-sociaux à temps plein (infirmier-e-s scolaires, AS et psyEN) dans les écoles et établissements scolaire REP-REP+**
- la création urgente de postes de remplaçant-e-s par le recrutement immédiat sur les listes complémentaires et parmi les admissibles aux concours internes ainsi que la titularisation des contractuel-le-s.**